

CAI
FN
-1994
I52F

Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

Feuilles de renseignements



Le déficit et la dette du Canada

Le déficit, la dette et l'économie du Canada
Le défi du déficit et de la dette publique au Canada
Les frais de la dette publique
La dette croissante du Canada envers l'étranger
La réduction du déficit : mythes et réalités
Mise à jour des hypothèses économiques



Dépenses du gouvernement fédéral

Les dépenses fédérales
Les transferts fédéraux aux provinces
Les paiements aux particuliers
Les dépenses fiscales
Les dépenses fédérales d'assurance-chômage



Les recettes du gouvernement fédéral

Les recettes fédérales
Les impôts des particuliers
Les impôts des sociétés
La taxe sur les biens et services (TPS)



Les emplois et la croissance

La nouvelle économie et sa signification pour les Canadiens
Créer des emplois plus nombreux et meilleurs
La productivité – la clé de la croissance et de l'emploi



Questions économiques et financières connexes

L'Examen des programmes fédéraux
Les privatisations



Ces *feuilles de renseignements* portant sur divers sujets financiers et économiques sont préparés à titre de documentation pour les consultations menant au budget 1995. Ils se fondent sur deux documents importants. *Un nouveau cadre de la politique économique* expose dans ses grandes lignes la stratégie gouvernementale visant à promouvoir la croissance économique et la création d'emplois. *Instaurer un climat financier sain* fait une mise à jour de la situation économique et financière depuis le dernier budget en février 1994, réitère les objectifs de réduction du déficit fédéral et renseigne sur les recettes et dépenses de l'État. S'ils offrent des renseignements opportuns, ces *feuilles de renseignements* ne sont pas exhaustifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, les intéressés(es) sont priés(es) de consulter les documents clés ou le *Budget des dépenses principal* du gouvernement du Canada. Les publications/documents peuvent être obtenus du

Centre de distribution
Ministère des Finances
300, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Téléphone : (613) 995-2855
Télécopieur : (613) 996-0518

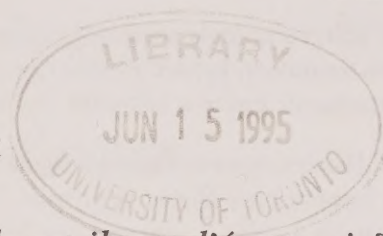




Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994



Le déficit, la dette et l'économie du Canada



De quelle manière le déficit et la dette publique influent-ils sur l'économie?

Une dette publique croissante, sous l'effet de déficits élevés, menace la croissance économique par le truchement de plusieurs facteurs interdépendants formant un «cercle vicieux».

...des taux d'intérêt plus élevés

Se fiant à l'expérience vécue dans d'autres pays, les investisseurs craignent que le gouvernement n'essaie de «faire marcher la planche à billets» pour financer le déficit, ce qui entraînerait une hausse de l'inflation et, donc, le remboursement de la dette en dollars subissant l'effet de l'inflation (ce qui veut dire en dollars dévalués).

La crainte d'une inflation plus rapide fait monter les taux d'intérêt, les prêteurs exigeant une protection accrue contre l'inflation et – dans le cas des bailleurs de fonds étrangers – contre le risque d'une dépréciation monétaire.

...moins d'investissements, de croissance et d'emplois

Des taux d'intérêt plus élevés freinent l'investissement, la croissance économique et l'emploi. Cela entraîne une augmentation des dépenses publiques (p. ex. au titre des prestations d'assurance-chômage) et une contraction des recettes, deux facteurs qui alourdissent le déficit et la dette publique.

...confiance réduite dans l'avenir

Des taux d'intérêt plus élevés gonflent directement les frais de la dette publique et, par le jeu des intérêts composés, accélèrent la hausse de la dette publique et du déficit. Cela renforce les craintes des investisseurs au sujet de la sécurité de leur capital, d'où des primes de risque et des taux d'intérêt encore plus élevés.

Des déficits élevés font craindre une augmentation des impôts, ce qui contribue encore à freiner l'investissement, la croissance et l'emploi.

(verso)



...souveraineté économique et marge de manoeuvre financière affaiblies

À mesure que l'État emprunte de plus en plus à l'étranger pour payer les intérêts de sa dette, la souveraineté économique du pays se trouve affaiblie. Simultanément, l'État perd la marge de manoeuvre financière qui lui permettrait de réagir en cas de récession économique ou de catastrophe naturelle – parce qu'il est obligé de payer toujours plus d'intérêts sur sa dette.

...diminution de la croissance potentielle de l'économie

Les déficits actuels servent principalement à défrayer le coût des emprunts contractés pour financer la consommation passée plutôt que d'assurer le financement des investissements. Par conséquent, ils ne contribuent guère à stimuler la croissance potentielle future de l'économie.

Les déficits représentent un fardeau pour les générations futures de Canadiens, qui devront donc subir des impôts plus élevés et auront des revenus disponibles plus faibles. On pourrait comparer cette situation à celle de parents qui lèguent une hypothèque à leurs enfants, mais sans maison.

Ce fardeau sera probablement alourdi par l'évolution démographique – une proportion beaucoup plus faible de Canadiens en âge de travailler devront subvenir aux besoins d'une proportion croissante de retraités.

Est-ce que la croissance économique ne devrait pas entraîner progressivement l'établissement d'un équilibre entre les déficits et les excédents budgétaires?

Oui, en principe – si les dépenses et les recettes ont été raisonnablement équilibrées sur une certaine période. Mais cet équilibre est disparu parce que le gouvernement fédéral a enregistré une série ininterrompue de déficits au cours des 25 dernières années, aussi bien quand l'économie était en expansion que lorsqu'elle traversait une récession.

Une dette énorme s'est accumulée et les intérêts sur cette dette ne cessent d'exercer des tensions à la hausse sur le déficit. En conséquence, le déficit ne sera pas éliminé par la croissance économique – même lorsque l'économie sera au sommet du cycle. C'est pourquoi il faut agir directement pour réduire le déficit.



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

Le défi du déficit et de la dette publique au Canada

Quelle est la différence entre le déficit et la dette?

Le déficit est l'excédent des dépenses sur les recettes de l'État au cours d'une année. La dette publique est la somme de tous les déficits depuis la Confédération. Le gouvernement fédéral a augmenté sa dette – c'est-à-dire enregistré des déficits – au cours de chacune des 23 dernières années.

Quelle est l'ampleur du déficit?

Le déficit était de \$42 milliards en 1993-94 et, en 1994-95, il devrait descendre de manière à ne pas excéder \$39.7 milliards – l'objectif fixé dans le budget de 1994.

Quelle est l'ampleur de la dette?

La dette fédérale du Canada dépassait les \$508 milliards au 31 mars dernier (l'exercice ou la période comptable va du 1^{er} avril au 31 mars) et elle augmente au rythme d'environ \$3 milliards par mois. Les paiements d'intérêts devraient totaliser \$44.3 milliards en 1994-95. Sans ces paiements, il n'y aurait pas de déficit – mais plutôt un excédent de \$4.6 milliards.

Lorsqu'on ajoute la dette des provinces, la dette totale du secteur public au Canada dépasse \$700 milliards. Cette dette équivaut à 100 pour cent du PIB – ce qui représente la dette publique la plus élevée par rapport à la taille de l'économie dans tous les grands pays industrialisés, sauf l'Italie.

Que va faire le gouvernement au sujet du déficit?

Le but ultime est d'éliminer le déficit. L'objectif intermédiaire du gouvernement est de ramener le déficit à 3 pour cent du PIB – environ \$25 milliards – d'ici 1996-97. L'établissement et l'atteinte de cet objectif intermédiaire signalent clairement à tout le monde que le gouvernement est déterminé à régler le problème des finances publiques. Ce sera également le plus faible déficit, par rapport à la taille de l'économie, en 20 ans.

(verso)





Pourquoi est-il si important d'atteindre l'objectif de 3 pour cent du PIB?

Cet objectif est extrêmement important. Cela fait des années que la dette par rapport à la taille de l'économie (ratio dette/PIB) s'accroît – elle est passée de 17 pour cent du PIB au milieu des années 70 à plus de 71 pour cent du PIB de nos jours. Lorsque le déficit sera ramené à 3 pour cent du PIB en 1996-97, un point tournant important sera atteint. Le ratio de la dette au PIB commencera à diminuer – pour la deuxième fois seulement depuis 1974-75.

En ramenant le déficit de près de 6 pour cent l'an dernier à 3 pour cent du PIB en 1996-97, le gouvernement sera clairement sur la voie de l'élimination du déficit.



Pourquoi l'augmentation de la dette publique est-elle un problème si important?

La croissance de la dette signifie que l'argent des contribuables sert de plus en plus à payer les intérêts de la dette et qu'il n'est pas disponible pour financer les programmes et services gouvernementaux, ou encore pour réduire le fardeau fiscal. L'an dernier, par exemple, il y a eu plus d'argent des contribuables canadiens dépensé pour payer les intérêts de la dette que pour financer des programmes publics – plus que pour financer les soins de santé, le bien-être social, les programmes destinés aux personnes âgées – plus, en fait, que pour faire fonctionner tout l'appareil gouvernemental.

La demande croissante de fonds d'emprunt fait monter les taux d'intérêt et rend le Canada plus dépendant des prêteurs étrangers. Le montant net que tous les paliers du gouvernement et le secteur privé doivent à des prêteurs étrangers s'élève à \$313 milliards – ce qui dépasse de beaucoup l'endettement étranger de tout autre grand pays industrialisé, par rapport au PIB. Les intérêts payés sur cette dette sortent des poches des Canadiens – ce qui réduit directement leur niveau de vie. Cette dette réduit la souveraineté économique du Canada, puisque la politique économique doit tenir de plus en plus compte des réactions des marchés financiers.



Est-ce que nous ne pourrions pas, par la croissance économique, nous sortir de ce problème de la dette?

Absolument pas. Il est vrai qu'une croissance plus rapide atténuerait le problème des finances publiques, mais le Canada en est arrivé au point où la croissance économique ne suffit plus. En fait, en posant des hypothèses économiques plausibles, même le déficit ne serait pas éliminé, et encore moins la dette.



Quelles sont les mesures nécessaires pour réduire le déficit?

De façon générale, il y a deux façons de réduire le déficit : diminuer les dépenses de programmes ou augmenter les recettes. Le gouvernement estime que toute mesure budgétaire devrait viser à réduire les dépenses de programmes. Les consultations publiques qui aboutiront à la préparation du budget de 1995 joueront un rôle crucial dans le choix des mesures appropriées. De plus, les examens de programmes et de politiques annoncés dans le dernier budget permettront de déterminer les possibilités d'économies.

Octobre 1994

Les frais de la dette publique



Que désigne cette expression?

Les frais de la dette publique représentent les intérêts que le gouvernement fédéral doit payer sur sa dette.



À combien s'élèvent-ils?

À \$38 milliards en 1993-94.



À quel rythme les frais de la dette publique s'accumulent-ils?

\$85,000 par minute, 24 heures sur 24.



Qu'est-ce que cela signifie pour les Canadiens?

Environ 33 cents de chaque dollar de recette prélevée par l'État, l'an dernier, a servi à payer les intérêts de la dette. Autrement dit, la plus importante catégorie de dépenses publiques était constituée par les intérêts de la dette. Ces derniers représentaient environ 24 cents de chaque dollar de dépenses budgétaires au niveau fédéral. Plus la partie des dépenses budgétaires consacrée aux frais de la dette est importante, moins il en reste pour financer les programmes et services – ou pour réduire les impôts. Cela fait \$38 milliards qui n'ont pas été disponibles l'an dernier pour financer l'éducation, les soins de santé, l'aide aux personnes âgées ou la recherche.



Quel est l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur les frais de la dette publique?

À mesure que les taux d'intérêt montent, il en va de même des frais de la dette publique. La dette du gouvernement fédéral se chiffrant à plus de \$508 milliards, cela rend le déficit extrêmement sensible aux variations de taux d'intérêt. Par exemple, une augmentation générale et durable d'un centième des taux d'intérêt accroîtrait le déficit annuel d'environ \$1.7 milliard la première année et d'environ \$3.5 milliards la quatrième année (à mesure que la dette en cours serait refinancée).

(verso)





Quel est l'effet des intérêts composés?

Les intérêts composés font que, comme l'État est obligé d'emprunter pour payer les intérêts, les frais de la dette publique dus cette année s'ajoutent à la dette de l'an prochain. Par conséquent, des intérêts devront être payés l'an prochain sur la dette d'aujourd'hui de même que sur les intérêts dus l'an dernier – et ainsi de suite.



Quels seront les effets des taux d'intérêt plus élevés sur les frais de la dette publique cette année?

L'intérêt de la dette passera de \$38 milliards en 1993-94 à \$44.3 milliards en 1994-95. Cette hausse de \$6.3 milliards est imputable pour \$3.3 milliards aux taux d'intérêt plus élevés et pour \$3 milliards à l'intérêt composé sur la dette existante.

Octobre 1994

La dette croissante du Canada envers l'étranger

Qu'est-ce que la dette envers l'étranger?

Il s'agit de l'argent que les Canadiens ont emprunté à l'étranger. Une partie de la dette fédérale est due à des prêteurs étrangers, et les gouvernements provinciaux ainsi que le secteur privé au Canada ont une dette de plus en plus élevée vis-à-vis des prêteurs étrangers.

Quel est le montant de cette dette?

Le gouvernement fédéral doit plus de \$100 milliards à des prêteurs étrangers. Lorsqu'on y ajoute les autres paliers de gouvernement et le secteur privé, la dette nette du Canada envers l'étranger dépasse les \$300 milliards. Cela représente environ 44 pour cent du PIB, c'est-à-dire le niveau le plus élevé d'endettement extérieur, par rapport à la taille de l'économie, dans tous les grands pays industrialisés. L'Italie vient au deuxième rang avec 12 pour cent.


Pourquoi le Canada doit-il emprunter à l'étranger?

La réponse est tout simplement que le total des fonds qui doivent être empruntés au Canada par les gouvernements et les entreprises dépasse de beaucoup l'épargne générée dans le pays. L'épargne des Canadiens est suffisante pour financer les investissements du secteur privé, mais pas les besoins d'emprunt des secteurs privé et public.

Qu'y a-t-il de mal à devoir de l'argent à des étrangers plutôt qu'aux Canadiens?

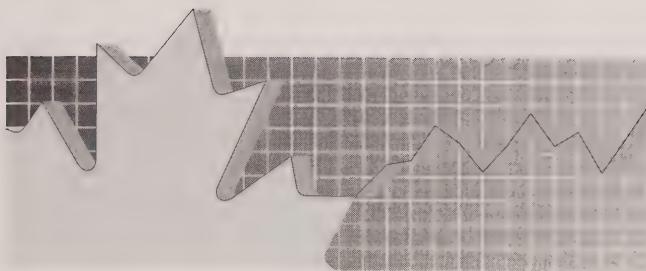
Une dette importante et croissante envers l'étranger signifie que la proportion des revenus générés au Canada qui reste à la disposition des Canadiens diminue de plus en plus, parce qu'une fraction croissante de ces revenus prend le chemin de l'étranger, sous la forme de paiements d'intérêts et de dividendes. Cela réduit directement notre niveau de vie, car les emprunts des gouvernements ont servi dans une large mesure à financer la consommation courante plutôt que des investissements productifs.

Un endettement élevé envers l'étranger mine la souveraineté économique du Canada. Notre pays est moins en mesure d'appliquer les politiques qui serviraient au mieux ses intérêts économiques. La dépendance croissante du Canada envers les prêteurs étrangers rend également l'économie plus vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115541609>



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

La réduction du déficit : mythes et réalités



«Le gouvernement pourrait sûrement éliminer ou réduire considérablement le déficit en...»

...abaissant les taux d'intérêt

Ce n'est pas le gouvernement qui détermine les taux d'intérêt, mais les investisseurs. La Banque du Canada peut influencer sur les taux d'intérêt à court terme, mais elle ne peut pas dicter les taux d'intérêt à long terme ou le coût des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

...stimulant la croissance par des augmentations de dépenses et des réductions d'impôt

Des mesures de ce genre ne peuvent être utiles que si les finances publiques sont fondamentalement en bonne santé. Cependant, des déficits chroniques et une dette croissante détruisent des emplois en faisant monter les impôts ainsi que les taux d'intérêt et minant la confiance.

...accroissant la masse monétaire pour financer la dette

Beaucoup d'autres pays ont essayé d'imprimer plus de billets de banque pour réduire leur dette. Toutes ces tentatives ont échoué lamentablement parce qu'elles alimentent l'inflation et entraînent une hausse des taux d'intérêt ainsi que des frais de service de la dette.

...maintenant tout simplement les dépenses des programmes aux niveaux actuels pendant une période indéterminée

Le total des dépenses de programmes n'est pas uniquement maintenu aux niveaux actuels, il diminue dans l'absolu. Cependant, alors même que les dépenses de programmes diminuent, les frais de service de la dette augmentent plus rapidement.

...obligeant les riches à payer leur juste part d'impôt

Le gouvernement a adopté des mesures et poursuivra les efforts afin d'améliorer l'équité et l'efficacité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers. Toutefois, une plus forte imposition des Canadiens à revenu supérieur ne recèle pas autant de possibilités d'accroître les recettes que certains le croient. La plupart des contribuables à revenu élevé paient déjà beaucoup d'impôt – aussi bien dans l'absolu qu'en proportion de leur revenu. Le nombre des mécanismes de planification fiscale qui restent utilisables – ce qu'on appelle parfois les «échappatoires fiscales» – est limité, et une simple augmentation des taux d'imposition aurait probablement un effet négatif sur les incitations économiques et la compétitivité.

(verso)



...obligeant les sociétés à payer leur juste part d'impôt

Le budget de 1994 prévoyait des mesures pour rendre la fiscalité des entreprises plus équitable, pour protéger les recettes et pour mieux cibler l'aide fiscale aux entreprises. On cherchera à améliorer encore l'équité du régime fiscal. Les sociétés paient beaucoup d'impôts en plus de ceux qu'elles acquittent sur leur revenu – par exemple des impôts sur le capital et la masse salariale et des impôts fonciers. En 1993, par exemple, tous ces impôts ont totalisé \$51 milliards.

...éliminant le gaspillage dans les dépenses de fonctionnement de l'État

Le coût total du fonctionnement de l'appareil gouvernemental et de l'exécution des programmes représentait moins de la moitié du déficit annuel en 1993-94. Par conséquent, même les réductions les plus draconiennes auraient un effet relativement modeste sur le déficit. L'État est déterminé à fournir ses services de la manière la plus économique possible : le budget de fonctionnement des ministères fédéraux a été réduit dans le budget de 1994 – l'une des 12 mesures de restriction ou plus qui ont été prises au cours des dix dernières années. Il est cependant impossible de réduire sensiblement le coût d'exécution des programmes sans réduire les programmes eux-mêmes. Le gouvernement fédéral est en train d'examiner tous les aspects de ses dépenses pour s'assurer qu'il concentre ses efforts dans les domaines les plus prioritaires et dans les secteurs où il est le mieux placé pour fournir les services.

...éliminant les prestations sociales dans le cas des Canadiens aisés

Des économies peuvent être réalisées dans ce domaine, mais elles sont limitées. Un grand nombre de programmes sociaux comportent déjà un critère de revenu – p. ex., le supplément de revenu garanti, les allocations au conjoint, la prestation fiscale pour enfants et le crédit pour TPS. D'autres prestations, au titre par exemple de la sécurité de la vieillesse et de l'assurance-chômage, sont réduites ou récupérées à mesure que le revenu augmente.

...vendant des sociétés d'État

Il existe peut-être plus d'une bonne raison pour privatiser les sociétés d'État, mais l'effet d'une telle mesure sur le déficit serait extrêmement limité. Le déficit serait réduit uniquement si le prix de vente était supérieur à la valeur comptable de la société d'État en question. Cela ne serait le cas que pour un petit nombre de sociétés d'État à l'heure actuelle.

...empruntant uniquement des Canadiens

L'ensemble des besoins d'emprunt des gouvernements et du secteur privé au Canada est supérieur à l'épargne que les Canadiens peuvent fournir. Si les gouvernements empruntaient uniquement des Canadiens, ils obligerait tout simplement le secteur privé à emprunter davantage à l'étranger, ce qui ne modifierait pas la dette totale du Canada envers l'étranger.

...faisant comme après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la dette représentait une proportion plus élevée de l'économie que maintenant

La situation était alors très différente. Avec la démobilisation, les dépenses fédérales ont diminué d'un peu près 75 pour cent, en passant de 50 pour cent à 13 pour cent de l'économie. De nos jours, le total des dépenses fédérales, y compris les frais de service de la dette, représente environ 22 pour cent de l'économie, de sorte qu'il est impossible d'effectuer des réductions de dépenses aussi importantes. Il faut bien voir aussi que la situation économique était très différente à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La croissance économique et les gains de productivité étaient beaucoup plus élevés, et les taux d'intérêt réels étaient faibles.

Octobre 1994

La mise à jour des hypothèses économiques

Qu'est-ce que cela veut dire, des «hypothèses économiques»?

Lorsque le gouvernement établit des prévisions de ses recettes, de ses dépenses et de ses déficits, il doit faire des hypothèses sur divers paramètres économiques importants – la croissance de l'économie, les taux d'intérêt et l'inflation, par exemple –, c'est-à-dire essayer de déterminer à l'avance la manière dont ces paramètres vont évoluer. Ce sont là les «hypothèses économiques» qui servent de base à la planification des finances publiques.

Pourquoi les hypothèses économiques revêtent-elles une aussi grande importance dans la planification du budget?

Pour être certain d'atteindre ses objectifs financiers et garder sa crédibilité, le gouvernement a décidé en toute priorité de faire preuve de prudence dans le choix des hypothèses économiques utilisées dans la planification budgétaire. Les erreurs d'hypothèses économiques peuvent en effet engendrer des erreurs très considérables d'estimation des recettes, des dépenses publiques, et du déficit.

Cet excès d'optimisme quant à la tenue de l'économie amène le gouvernement à surestimer ses recettes et à sous-évaluer ses dépenses, de sorte qu'il prend des initiatives qui ne lui permettent pas d'atteindre ses objectifs de déficit. Il en résulte une perte de crédibilité pour le gouvernement, des pressions à la hausse des taux d'intérêt et une détérioration des finances publiques, ce qui exigera ensuite des mesures correctives encore plus sévères.

On dirait que le gouvernement fédéral n'arrive jamais à atteindre ses objectifs en matière de déficit. Pourquoi?

Les prévisions sont toujours très difficiles à établir. Au cours des dernières années, les prévisions de déficit fédéral se sont révélées erronées parce que le gouvernement avait tendance à recourir à des hypothèses économiques trop optimistes.

(verso)



Qu'y a-t-il de changé maintenant?

Dans le budget de 1994, le gouvernement s'est servi d'un ensemble d'hypothèses économiques plus prudentes que par le passé. Il a choisi des hypothèses moins optimistes que les prévisionnistes du secteur privé pour la plupart des indicateurs économiques importants et il a, de plus, constitué une réserve pour éventualités plus élevée qu'au cours des dernières années, pour être en mesure de faire face aux imprévus.



Alors, pourquoi ce dérapage du déficit par rapport aux prévisions?

Le gouvernement atteindra l'objectif qu'il s'est fixé pour 1994-95 en matière de déficit.

Cependant, malgré leur extrême prudence, certaines des hypothèses adoptées dans le budget de 1994 se sont révélées fausses. Les taux d'intérêt, notamment, ont augmenté beaucoup plus que tout le monde s'y était attendu et qu'ils devraient continuer de monter. Cette instabilité, alimentée par l'évolution de l'économie aux États-Unis, a été plus marquée au Canada à cause des préoccupations constantes que suscitent les déficits des gouvernements et l'avenir du Québec.

À cause de l'ampleur de la dette canadienne – plus d'un demi-billion de dollars – des hausses relativement faibles des taux d'intérêt peuvent se traduire par des milliards de dépenses supplémentaires en frais de la dette publique.



De quel montant le déficit s'écartera-t-il des prévisions, suite à une révision des hypothèses économiques?

Le gouvernement tient compte du fait que les taux d'intérêt sont instables. D'après la moyenne des prévisions économiques du secteur privé, les objectifs fixés dans le budget de 1994 seraient manqués de a) \$2.3 milliards en 1995-96 et de b) \$5 milliards en 1996-97. Pour la planification du budget, il vaut mieux adopter des hypothèses économiques plus prudentes. Si les taux d'intérêt étaient supérieurs de 50 points de base à la prévision moyenne du secteur privé, l'écart entre le déficit et les objectifs prévus dans le budget serait de a) \$3.1 milliards en 1995-96 et b) \$6.3 milliards en 1996-97. Si les taux d'intérêt dépassaient de 100 points de base (un point de pourcentage) la moyenne des prévisions du secteur privé et que la croissance nominale du PIB soit inférieure d'un demi-point chaque année, l'écart passerait à a) \$4.7 milliards en 1995-96 et b) \$9.0 milliards en 1996-97.



Comment le gouvernement procédera-t-il au choix des hypothèses économiques devant servir dans la planification du budget de 1995?

Le gouvernement a demandé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, qui procédera à d'importantes consultations prébudgétaires, de déterminer quelles seraient les hypothèses jugées appropriées aux fins de la planification budgétaire. Le Comité invitera des personnes expertes à comparaître, pour discuter de cette question cruciale, dont l'avis sera extrêmement important. Le ministre des Finances posera les mêmes questions lors de ses propres consultations.

Octobre 1994

Les dépenses fédérales

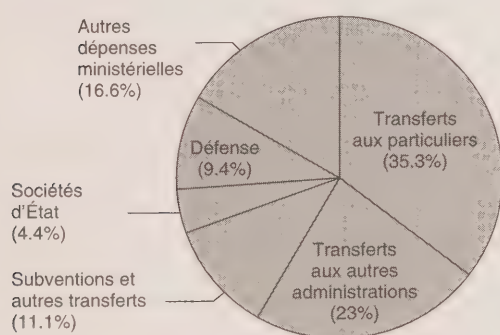
Combien le gouvernement fédéral dépense-t-il?

\$158 milliards – Dépenses estimatives de l'exercice 1993-94. Cela représentera environ 22.2 pour cent de l'économie canadienne. De ce montant, \$38 milliards auront servi à payer les intérêts de la dette publique et le solde de \$120 milliards à payer les programmes.

Quelles sont les dépenses de programmes?

Les dépenses de programmes (\$120 milliards) sont les sommes que le gouvernement consacre aux transferts aux particuliers et aux autres administrations et à la prestation de services aux Canadiens. En 1993-94, les dépenses de programmes étaient regroupées dans six grandes catégories (voir graphique ci-après). Dans chaque catégorie, les dépenses sont résumées à l'endos.

Dépenses de programmes



(verso)

Principales catégories de dépenses de programmes 1993-94

(\$ milliards)

Dépenses totales de programmes

Dont : 120.0

Transferts aux particuliers

Prestations aux personnes âgées 19.9

Assurance-chômage 17.6

Pensions et allocations d'anciens combattants 1.7

Indiens et Inuit 3.2

Total 42.4

Transferts aux autres administrations¹

Financement des programmes établis

Santé 7.2

Enseignement postsecondaire 2.4

Régime d'assistance publique du Canada 7.2

Péréquation 7.8

Transferts aux Territoires 1.1

Autres 1.9

Total des transferts en espèce 27.6

Subventions et autres transferts

Subventions aux entreprises² 3.1

Aide internationale 2.6

Autres 7.7

Total 13.4

Sociétés d'État

Société Radio-Canada 1.1

Société canadienne d'hypothèques et de logement 1.9

Autres 2.3

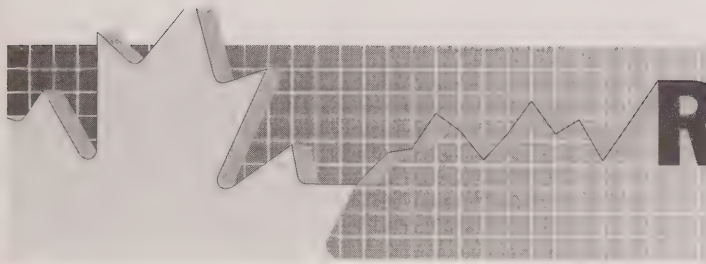
Total 5.3

Défense 11.3

Toutes les autres dépenses ministérielles 20.0

¹ Les transferts aux autres administrations au titre du Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada constituent à la fois des transferts en espèces et des transferts de points d'impôt. Les transferts, transferts en espèce et transferts de points d'impôt compris, sont évalués à \$36 milliards en 1993-94.

² Comprend les transferts effectués en 1993-94 par Industrie Canada (\$1.6 milliard), Ressources naturelles (\$0.4 milliard), les organismes régionaux (\$0.7 milliard) et Transport Canada (\$0.4 milliard).



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

Les transferts fédéraux aux provinces

Qu'est-ce que les transferts fédéraux aux provinces?

Le gouvernement fédéral transfère des fonds aux provinces et aux territoires afin qu'ils aient les moyens de fournir des services publics essentiels. Ces derniers comprennent les soins de santé, l'enseignement postsecondaire et les services de bien-être social.

Combien reçoivent les provinces?

\$39.8 milliards – au total de fonds fédéraux ont été transférés aux autres administrations publiques au Canada au titre de divers programmes en 1993-94, notamment :

\$24.7 milliards – ont été versés en espèces aux provinces et territoires aux termes de trois programmes (la péréquation, le financement des programmes établis et le Régime d'assistance publique du Canada);

\$11.4 milliards – ont été transférés sous la forme de «points d'impôt» dans le cadre de ces trois grands programmes de transfert;

\$3.7 milliards – ont été versés aux provinces, aux territoires et aux municipalités en application d'autres programmes de transfert.

Qu'est-ce que c'est que les points d'impôt?

Les transferts sont effectués sous deux formes – points d'impôt et espèces. Les points d'impôt représentent une proportion des impôts qui est transférée aux provinces au lieu d'être conservée par le gouvernement fédéral.

Quelle proportion des recettes provinciales est constituée par les transferts fédéraux?

Vingt-cinq pour cent du total des recettes provinciales en 1993-94 provenaient des transferts fédéraux en espèces ou en points d'impôt.

(verso)



Certains programmes de transfert prévoient des paiements variables selon les provinces – en fonction de leur population, de leurs besoins économiques et d'autres facteurs. L'importance relative des transferts va de 20 pour cent des recettes provinciales en Colombie-Britannique à 45 pour cent à Terre-Neuve (la plus forte proportion).



Quels sont les principaux programmes de transfert?

La péréquation

\$7.9 milliards – ont été versés par le gouvernement fédéral en 1993-94 au titre de la péréquation. Ces fonds permettent à toutes les provinces, peu importe leur capacité économique, de fournir à la population des services comparables moyennant un fardeau fiscal relativement comparable.

La détermination des provinces qui ont droit à la péréquation se fait d'après une formule qui compare la capacité fiscale de chacune à une moyenne de cinq provinces. À l'heure actuelle, sept d'entre elles bénéficient de la péréquation. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique n'ont pas droit à ces transferts.

Le financement des programmes établis (FPE)

Dans le cadre du FPE, le gouvernement fédéral verse un montant uniforme par personne aux diverses provinces pour les aider à fournir des services de santé et d'enseignement postsecondaire. En 1993-94, les transferts du FPE (en espèces et en points d'impôt) s'élevaient à :

\$15.1 milliards – pour aider les provinces à financer les services de santé. Environ \$7.3 milliards sont constitués de transferts en espèces;

\$6.1 milliards – pour aider les provinces à financer l'enseignement postsecondaire. Environ \$2.4 milliards sont constitués de transferts en espèces.

Le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC)

\$7.7 milliards – ont été versés aux provinces sous forme d'espèces et de points d'impôt au titre du RAPC. Celui-ci aide les provinces à fournir une aide et des services sociaux aux Canadiens dans le besoin.

Pour les sept provinces les moins riches qui bénéficient de la péréquation, les transferts du RAPC sont égaux aux dépenses provinciales d'aide et de services sociaux. Dans le cas de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, la croissance des paiements du RAPC depuis 1990 est limitée par la loi à 5 % par année.



Existe-t-il d'autres transferts?

\$3.7 milliards – ont été fournis par le gouvernement fédéral aux autres administrations publiques au Canada en 1993-94 en vertu de divers autres programmes. Ces derniers comprennent des paiements aux gouvernements territoriaux, des versements aux municipalités en remplacement d'impôts fonciers (lesquels ne peuvent être prélevés sur les immeubles et terrains fédéraux) et des programmes spécifiques à frais partagés avec les provinces comme l'aide juridique, les programmes des jeunes contrevenants et le soutien de l'agriculture.

Octobre 1994

Les paiements aux particuliers



Combien le gouvernement consacre-t-il au soutien du revenu des particuliers?

\$42.4 milliards en 1993-94 pour les prestations aux personnes âgées, l'assurance-chômage, les paiements aux autochtones et les pensions et allocations des anciens combattants.

Les dépenses fédérales consacrées aux particuliers représentent plus du tiers de l'ensemble des dépenses de programmes et constituent le plus important poste de dépense. La majeure partie des paiements directs en espèces est destinée aux personnes âgées et aux chômeurs.

En outre, les familles à revenu moyen et modeste ont bénéficié de \$7.7 milliards en crédits d'impôt au titre de la prestation fiscale pour enfants (\$5.1 milliards) et du crédit pour TPS (\$2.6 milliards).



Combien consacre-t-on aux prestations aux personnes âgées?

\$19.9 milliards pour le soutien du revenu.

En 1993, plus de 3.2 millions de personnes âgées ont touché des paiements de sécurité de la vieillesse (SV) (\$15 milliards), de supplément de revenu garanti (SRG) (\$4.4 milliards) et d'allocation au conjoint (AC) (\$0.4 milliard). Toutes ces prestations sont indexées. Les versements de SRG et d'AC sont fonction du revenu et ne sont pas imposables. Les versements de SV sont imposables. Ces derniers engendrent \$1.8 milliard en impôt. En outre, les versements de SV commencent à être récupérés lorsque le revenu du bénéficiaire dépasse \$53,215; \$400 millions sont ainsi recouvrés annuellement auprès des prestataires de SV à revenu élevé.

Les Canadiens âgés sont également admissibles au crédit d'impôt en raison de l'âge et au crédit pour revenu de pension, qui sont déduits de l'impôt sur le revenu et ne sont pas compris dans les dépenses budgétaires. Ces crédits totalisent \$1.8 milliard par année. Par conséquent, les prestations nettes aux personnes âgées, compte tenu des mesures fiscales, se sont élevées à \$19.5 milliards en 1993.

Ce montant ne comprend pas les \$14.4 milliards de prestations de retraite, d'invalidité ou de survivant versées dans le cadre du Régime de pensions du Canada. Ce programme est financé par les cotisations d'employés et d'employeurs et n'est pas compris dans les dépenses budgétaires.



...au programme d'assurance-chômage?

\$17.6 milliards pour les prestations et les services de perfectionnement.

Il offre également environ \$1.9 milliard en services de perfectionnement, notamment pour les programmes de formation et aux prestataires d'assurance-chômage. L'an dernier, 1.3 million de Canadiens par mois en moyenne

(verso)

ont reçu des prestations d'assurance-chômage. Ces prestations sont financées par les cotisations des employeurs et des travailleurs. Toutefois, le déficit du compte d'assurance-chômage totalisait \$5.9 milliards à la fin de 1993. Les prestations d'assurance-chômage sont imposables comme revenu et les cotisations sont compensées au moyen de crédits. Les réclamants dont le revenu annuel net (prestations d'A.-C. comprises) dépasse un plafond prescrit (\$58,100 en 1993) sont tenus de rembourser 30% des prestations dépassant ce plafond.



...aux autochtones?

\$3.2 milliards ont été transférés aux autochtones par le ministère des Affaires indiennes et du Nord au titre de divers programmes et services comme l'éducation, l'aide sociale, les immobilisations (dont le logement), l'administration locale et l'autonomie gouvernementale. Ce montant comprend environ \$900 millions au titre des soins de santé.



...aux pensions et allocations des anciens combattants?

\$1.7 milliard pour les pensions d'invalidité, le soutien du revenu, les soins de santé et d'autres prestations. Les prestations et les services sont offerts aux anciens combattants, à leurs personnes à charge, à leur conjoint survivant et aux civils admissibles. Ni les allocations des anciens combattants ni les prestations pour invalidité ne sont imposables.



...à l'aide aux familles?

Les familles à revenu moyen et modeste bénéficient de deux grands programmes à prestations fondées sur le revenu. La *prestation fiscale pour enfants* prévoit un montant de base pouvant atteindre \$1,020 par année et un supplément au revenu du travail d'au plus \$500 par année pour les familles à revenu modeste. Le montant maximal des prestations est offert aux familles dont le revenu net se situe entre \$10,000 et \$20,921, après quoi la prestation et le supplément commencent à diminuer. Le supplément au revenu du travail commence à être réduit à \$20,921. Le crédit de base est recouvré des familles dont le revenu net dépasse \$25,921 – au taux de 5% du revenu, dans le cas de familles avec deux enfants ou plus à charge. Le crédit est entièrement recouvré à partir de \$66,721 dans le cas des familles avec un ou deux enfants, à partir de \$88,621 des familles avec trois enfants et à partir de \$110,521 dans le cas de celles avec quatre enfants. La prestation fiscale pour enfants a totalisé près de \$5.1 milliards en 1993-94.

Le gouvernement fédéral accorde une aide supplémentaire par le biais du crédit pour TPS. Versé en espèces, ce crédit aide les Canadiens à revenu faible et modeste à absorber le paiement de la TPS sur leurs achats. Le montant de base de \$199 par adulte et de \$105 par enfant est offert aux familles dont le revenu net est inférieur à \$25,921. Le crédit est amputé de 5 pour cent du revenu par la suite et tombe à zéro lorsque le revenu familial atteint \$35,181. L'an dernier, \$2.6 milliards ont été versés sous forme de crédit pour TPS.



...aux autres programmes sociaux?

Le gouvernement fédéral verse des transferts à d'autres ordres de gouvernement au Canada pour les aider à fournir des services aux Canadiens. La majeure partie de ces transferts visent le régime pancanadien de soins de santé, l'éducation postsecondaire et un réseau d'aide et de services sociaux. L'an dernier, ces paiements ont totalisé \$39.8 milliards sous forme de transferts en espèces et en points d'impôt destinés aux gouvernements provinciaux et territoriaux, de même qu'aux administrations municipales, en vertu de grands programmes de transfert.

Près de \$11 milliards ont été affectés l'an dernier à d'autres services aux particuliers par le biais de programmes sociaux administrés par les ministères fédéraux de la Santé, du Développement des ressources humaines, des Affaires indiennes et du Nord et de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Octobre 1994

Les dépenses fiscales



Qu'entend-on par «dépenses fiscales»?

Le régime canadien d'impôt sur le revenu prévoit un certain nombre de déductions, de reports, de crédits d'impôt et de mesures d'exclusion du revenu qui réduisent l'impôt payable par les particuliers et les sociétés. Ces mesures ont été adoptées pour fournir une aide ou des incitatifs à des groupes ou des activités spécifiques. À titre d'exemple, citons le crédit d'impôt en raison de l'âge, le crédit d'impôt pour revenu de pension, l'imposition différée des REER, les taux réduits d'imposition des petites entreprises et l'exonération des indemnités d'accident du travail.



Les crédits et déductions sont-ils tous considérés comme des dépenses fiscales?

Il existe plusieurs dispositions fiscales qui, de façon générale, ne sont pas considérées comme des dépenses fiscales même si elles réduisent les recettes de l'État.

Ainsi, le crédit d'impôt personnel de base demandé par tous les particuliers (qui a totalisé \$16.9 milliards en 1991) est considéré comme un élément intrinsèque de la structure des taux d'impôt de base.

Il y a aussi le crédit d'impôt pour dividendes, qui réduit ou élimine la double imposition du revenu déjà imposé à l'échelle de l'entreprise, puis versé à des particuliers sous forme de dividendes.



À combien s'élèvent les recettes en jeu?

On dénombre 14 grands postes en vertu desquels le gouvernement fédéral renonce, dans chaque cas, à des recettes de plus de \$300 millions. À cela s'ajoutent de nombreuses autres sources de dépenses fiscales moins élevées.

Il faut toutefois savoir que le coût spécifique d'une dépense fiscale donnée pour le gouvernement ne tient pas compte de la nature précise d'un changement quelconque. Cela pourrait influencer par la suite sur le comportement des contribuables et sur le niveau global de l'activité économique. Par conséquent, l'élimination d'une dépense fiscale ne réduira pas nécessairement le niveau global des recettes auxquelles le gouvernement renonce d'après l'estimation suivante.

(verso)



Principales sources de dépenses fiscales (1991)

	(millions de dollars)
Exonération des gains de loterie et de jeu	860
Crédits pour études et frais de scolarité	314
Crédit de personne mariée et équivalent	1,665
Inclusion partielle des gains en capital	1,080
Exonération des primes de régimes privés d'assurance-santé collective payées par l'employeur	830
Exonération des indemnités d'accident du travail	695
Crédit en raison de l'âge et crédit pour revenu de pension	1,600
Aide fiscale à l'épargne-retraite	14,915
Exonération cumulative de \$500,000 des gains en capital sur les actions de petites entreprises	585
Crédit pour dons de charité	845
Taux réduit d'imposition des petites entreprises	2,037
Taux réduit d'imposition des bénéfices de fabrication et de transformation	353
Crédit d'impôt à la R-D	543
Amortissement accéléré des frais d'exploration et d'aménagement	465

Octobre 1994

Les dépenses fédérales d'assurance-chômage

À combien s'élèvent les dépenses d'assurance-chômage?

À \$19.8 milliards au total au cours de l'année civile 1993.

Qui est admissible à l'assurance-chômage?

Les travailleurs qui perdent leur emploi ou qui ne peuvent travailler en raison d'une grossesse, d'obligations familiales ou d'une maladie.

Pour être admissible, il faut avoir exercé un «emploi assurable» et avoir cotisé à l'assurance-chômage. Le travail autonome (sauf dans le cas des pêcheurs) et le fait de travailler moins de 15 heures par semaines pour des gains inférieurs à un certain seuil ne constituent pas un «emploi assurable».

Combien de Canadiens sont couverts par le régime?

Plus de 90 pour cent des salariés canadiens.

Combien de Canadiens ont touché des prestations d'assurance-chômage en 1993?

3.4 millions de Canadiens.

Quelle est la fréquence des demandes de prestation?

Environ 40 pour cent des prestataires de l'assurance-chômage en 1993 ont soumis au moins trois demandes au cours des cinq années précédentes.

À combien s'élèvent les prestations?

À 18 milliards au total en 1993. Cela comprend \$14.3 milliards en prestations ordinaires, \$1.3 milliard en prestations pour congé de maternité ou pour obligations familiales, \$0.4 milliard en prestations pour congé de maladie, \$0.3 milliard en prestations destinées aux pêcheurs et \$1.8 milliard en prestations de

(verso)



perfectionnement (c'est-à-dire du revenu d'appoint versé dans le cadre d'un programme de formation approuvé, des frais de scolarité et des allocations, du travail autonome, de la mobilité, du travail partagé et de la création d'emplois).



L'assurance-chômage engendre-t-elle d'autres coûts?

\$1.8 milliard pour les frais d'administration et les coûts connexes.



Comment le régime d'assurance-chômage est-il financé?

Depuis 1990, le régime est financé uniquement au moyen des cotisations – \$18.5 milliards en 1993 – versées par les employeurs et les employés, la cotisation des employeurs représentant 1.4 fois celle des employés.



Le compte d'assurance-chômage est-il autosuffisant?

Il est conçu dans ce but, mais peut afficher des déficits ou des excédents annuels qui s'ajoutent au déficit fédéral ou en sont déduits.

Les taux de cotisation sont ajustés pour équilibrer le compte avec le temps.



À combien s'élève le déficit du compte d'assurance-chômage?

Le déficit annuel était de \$1.2 milliard en 1993, ce qui portait le déficit cumulatif à \$5.9 milliards à la fin de 1993.



Combien consacre-t-on aux programmes connexes d'aide gouvernementale?

\$1.4 milliard dans le cadre de la Stratégie canadienne de l'emploi pour faciliter le retour sur le marché du travail, y compris une aide aux personnes qui n'ont pas droit à l'assurance-chômage.

\$89 milliards pour le Programme d'adaptation des travailleurs âgés pour offrir une aide à long terme aux travailleurs plus âgés mis à pied.



Réforme du régime

Le régime d'assurance-chômage a fait l'objet d'importants changements structurels dans le cadre du budget de février 1994. Il s'agissait d'une première étape.

Le document de travail intitulé *La sécurité sociale dans le Canada de demain* renferme des propositions qui modifieraient davantage la structure du régime d'assurance-chômage en place et favoriseraient d'importantes nouvelles compressions des dépenses dans le but de réduire les taux de cotisation et d'améliorer les services d'aide à l'emploi.

Octobre 1994

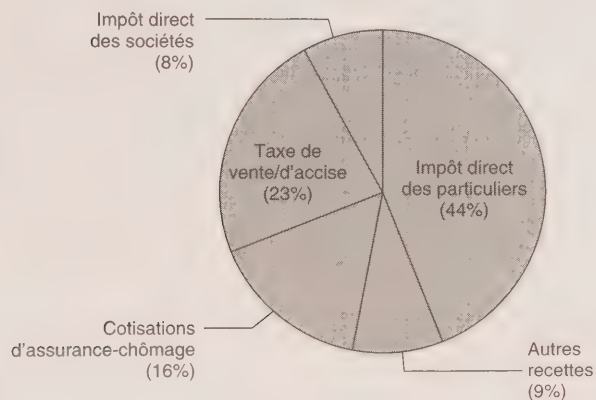
Les recettes fédérales

■ ■ ■ Combien les particuliers et les entreprises ont-ils payé?

\$116 milliards – Recettes budgétaires du gouvernement en 1993-94.

■ ■ ■ Quelles ont été les différentes sources de revenu?

Composition des recettes fédérales en 1993-94



Les «autres recettes» comprennent des postes comme le rendement de l'investissement (bénéfices de la Banque du Canada, revenu de l'intérêt, etc.) et d'autres recettes fiscales diverses.

(verso)

Valeur monétaire des sources de revenu fédéral

(\$ milliards)

Impôt direct des particuliers	51.1
Impôt direct des sociétés	9.8
Cotisations d'assurance-chômage	18.2
Taxes de vente/d'accise	
Taxe sur les produits et services	15.7
Taxes et droits de vente et d'accise	10.9
Autres recettes	
Autres recettes fiscales	1.6
Recettes non-fiscales	8.7



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

Les impôts des particuliers

Combien les Canadiens paient-ils en impôts et taxes?

\$58.6 milliards – en impôts sur le revenu et sur la masse salariale ont été payés au gouvernement fédéral par les particuliers en 1993-94. Ce total comprend :

\$51.0 milliards – d'impôts fédéraux sur le revenu des particuliers;

\$ 7.6 milliards – en cotisations d'assurance-chômage;

\$ 6.7 milliards – en cotisations aux Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec.

Comment le Canada se compare-t-il aux États-Unis?

Les comparaisons internationales de la charge fiscale des particuliers comprennent à la fois les impôts sur le revenu (fédéraux et provinciaux combinés) et les prélèvements de sécurité sociale (comme les cotisations d'assurance-chômage). En proportion de la production économique annuelle (le PIB), le fardeau fiscal des particuliers est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis.

1992	Impôt sur le revenu des particuliers (en pour cent du PIB)	Prélèvements de sécurité sociale (en pour cent du PIB)	Total
Canada	14.5	2.0	16.5
États-Unis	10.1	3.9	14.0

Au Canada, cependant, le régime universel de soins de santé est financé à même les deniers publics, alors qu'aux États-Unis les soins de santé constituent une charge supplémentaire qui doit généralement être payée par les particuliers eux-mêmes. De même, le gouvernement fédéral du Canada soutient l'enseignement postsecondaire dans une mesure beaucoup plus large que les États-Unis.

(verso)





Quelle est la “progressivité” du régime d’impôt sur le revenu des particuliers au Canada?

Le régime d’impôt sur le revenu des particuliers au Canada est fondé sur le principe de la progressivité. Cela signifie que les Canadiens qui ont un revenu plus élevé devraient supporter une plus forte proportion du fardeau fiscal. Les chiffres qui suivent illustrent la répartition du fardeau fiscal (fédéral et provincial combiné) entre les contribuables canadiens selon leurs catégories de revenu.

Répartition de l’impôt fédéral et provincial sur le revenu des particuliers – 1992

Revenu total	Proportion de tous les déclarants	Proportion du revenu personnel	Proportion de l’impôt total payé
		(pour cent)	
\$0 – \$25,000	62	28	9
\$25,000 – \$50,000	28	39	40
\$50,000 – \$100,000	9	23	33
\$100,000 et plus	1	10	18
TOTAL	100	100	100

Octobre 1994

Les impôts des sociétés

Combien les sociétés paient-elles en impôts?

\$51 milliards – ont été payés par les sociétés en 1993 à tous les paliers de gouvernement au Canada. Il s'agit d'une hausse par rapport aux \$36 milliards (en dollars de 1993) versés en 1980. Sur ce total :

\$21 milliards – ont été versés au gouvernement fédéral au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des impôts sur le capital, de l'impôt des grandes sociétés, des cotisations d'assurance-chômage et des cotisations au Régime de pensions du Canada;

\$30 milliards – ont été versés aux provinces et aux municipalités au titre des impôts sur les bénéfices des sociétés, des impôts sur le capital et les primes d'assurance, des prélèvements d'indemnisation des accidents du travail et des impôts fonciers municipaux.

Qu'en est-il des impôts sur les bénéfices des sociétés?

\$9.8 milliards – ont été payés par les sociétés au titre de l'impôt sur les bénéfices au gouvernement fédéral en 1993-94. Ce montant représentait 8 % du total des recettes budgétaires fédérales.

À titre de comparaison, les impôts sur les bénéfices des sociétés constituaient 11 % des recettes fédérales en 1983-84.

Un facteur important qui explique cette baisse relative a été la diminution des bénéfices des sociétés à cause de la récession récente. Le redressement de la rentabilité des sociétés à la fin de 1993 s'est accompagné d'une hausse des paiements d'impôts sur les bénéfices.

En 1993, les sociétés ont versé environ 40 % de leurs bénéfices en impôts au fédéral et aux provinces.

(verso)



Est-ce que les grandes sociétés paient une part raisonnable d'impôts?

Les modifications apportées au régime fiscal des sociétés au cours des dix dernières années ont élargi l'assiette de l'impôt des sociétés et ont réduit les possibilités d'échappatoires.

Toutes les grandes entreprises (celles qui ont plus de \$10 millions de capital au Canada) doivent acquitter l'impôt fédéral des grandes sociétés. Celui-ci a rapporté \$1 milliard au gouvernement fédéral en 1991.

Les banques et les autres grandes institutions financières doivent également payer un impôt supplémentaire sur leur capital. En 1991, les banques à charte ont versé \$900 millions d'impôt fédéral sur le revenu (y compris l'impôt des grandes sociétés et les impôts sur le capital).

Dans l'ensemble, le total des impôts versés en 1993 par les sociétés canadiennes représentait les deux tiers de leurs bénéfices avant impôt. C'était presque 50 % de plus qu'en 1988, en grande partie à cause de l'augmentation des impôts non liés aux bénéfices (par exemple les impôts provinciaux sur la masse salariale et les impôts fonciers municipaux).



Qu'en est-il des sociétés qui ne paient aucun impôt sur leurs bénéfices?

La plupart des sociétés rentables paient des impôts sur leurs bénéfices au gouvernement fédéral, et toutes les grandes entreprises paient l'impôt des grandes sociétés. Le chiffre équivalent était de 75 % en 1986. Quatre-vingt dix pour cent de tous les bénéfices d'entreprise réalisés par les sociétés rentables en 1990 (dernière année pour laquelle on dispose de données) étaient assujettis à l'impôt.

La plupart des sociétés rentables qui ne paient pas d'impôts sur leurs bénéfices ne sont profitables que de façon marginale. En 1990, la moitié d'entre elles avaient des bénéfices d'exploitation inférieurs à \$5,000 – et un autre quart avait un bénéfice d'exploitation inférieur à \$25,000.

Lorsque des sociétés rentables ne paient pas d'impôt sur leurs bénéfices, cela est dû principalement au report des pertes subies les années précédentes. Cela tient compte des variations du cycle économique et du fait qu'il vaut mieux mesurer la rentabilité des sociétés sur une période de plusieurs années que sur un seul exercice.

Octobre 1994

La taxe sur les biens et services (TPS)

Qu'est-ce que la TPS?

La TPS est une taxe sur la valeur ajoutée de 7 % prélevée au point de vente sur la grande majorité des biens et services vendus au Canada pour la consommation intérieure. Elle ne s'applique pas aux produits alimentaires de base, à la plupart des services et appareils médicaux, aux médicaments d'ordonnance, aux loyers résidentiels et aux exportations.

Quel est le produit de la TPS pour l'État?

\$18.4 milliards – en 1993-94, après les rabais et remboursements aux organismes du secteur public comme les hôpitaux, les écoles et les municipalités, les organismes de charité et à but non lucratif, aux acheteurs de logements neufs, aux inscrits demandant des crédits de taxe sur les intrants pour leurs achats commerciaux et aux touristes étrangers.

Que fait le gouvernement fédéral avec le produit de la TPS?

\$15.7 milliards – ont contribué au paiement des intérêts annuels sur les emprunts fédéraux.

\$2.7 milliards – ont été restitués à environ 8.5 millions de personnes et de familles à revenu faible ou modeste au moyen du crédit pour TPS. Il n'est pas considéré comme un revenu aux fins de l'impôt.

Combien d'entreprises et de particuliers travaillant pour leur propre compte sont inscrits pour percevoir la TPS?

Deux millions environ.

(verso)





Est-ce que cela comprend toutes les sociétés et toutes les personnes travaillant à leur compte au Canada?

Non. Un grand nombre de petites entreprises et de personnes travaillant à leur compte, dont le revenu annuel est inférieur à \$30,000, ont choisi de ne pas s'inscrire. Une exemption de «petits fournisseurs» leur permet de ne pas facturer la TPS sur les ventes de biens et de services, tout en renonçant aux crédits de taxe sur les intrants.



Quelle est la différence entre la TPS et les taxes de vente provinciales?

Contrairement aux taxes de vente provinciales, la TPS offre un mécanisme de crédit de taxe sur intrant qui élimine effectivement la taxe fédérale sur les achats d'intrants d'entreprise (le Québec offre aussi un crédit de taxe sur intrant qui élimine la taxe de vente du Québec payée sur la plupart des achats d'entreprises). Ce mécanisme évite que les entreprises canadiennes soient désavantagées par rapport à leur concurrentes étrangères, que ce soit au Canada ou sur les marchés internationaux.

La TPS s'applique également à la plupart des services. La plupart des provinces (sauf le Québec, qui a harmonisé en grande partie sa taxe de vente avec la TPS) appliquent leurs taxes de vente à un nombre limité de services.



Pourquoi le gouvernement fédéral tient-il à remplacer la TPS?

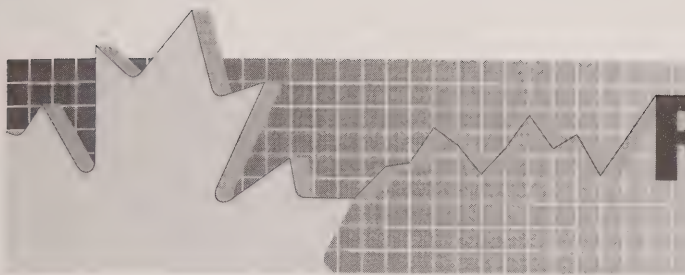
Le gouvernement fédéral est déterminé à remplacer la TPS par une taxe plus équitable pour les consommateurs, plus facile à appliquer pour les entreprises et plus économique à administrer pour l'État.



Quelle forme prendra une nouvelle taxe de vente?

Cela n'est pas encore déterminé. Le gouvernement fédéral a proposé une taxe intégrée de 12 % sur la valeur ajoutée. Le taux fédéral serait de 5 % et ceux des provinces s'établiraient à 7 %. Les principales caractéristiques de la proposition fédérale sont les suivantes : un taux de taxe de vente fédéral-provincial unique, réduit et combiné; une assiette commune de taxation (incorporant les mêmes éléments que la TPS); le crédit de TPS pour revenu modeste maintenu à son niveau actuel; et des mesures fédérales pour compenser les pertes de recettes occasionnées par un taux réduit de taxe de vente.

Les pourparlers se poursuivent entre le gouvernement fédéral et les provinces en vue de concevoir et de mettre en oeuvre une solution de remplacement acceptable.



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

La nouvelle économie et sa signification pour les Canadiens

Qu'est-ce que la nouvelle économie?

On parle de «nouvelle économie» pour décrire plusieurs évolutions fondamentales de l'économie mondiale. La nouvelle économie et ses répercussions ont des effets profonds sur la croissance économique et la création d'emplois au Canada.

De quel genre d'évolution parlons-nous?

...la mondialisation

Les marchés nationaux et régionaux sont en train de s'intégrer afin de former un vaste marché mondial. Cela est dû aux progrès extrêmement rapides des communications et des transports, ainsi qu'à des politiques plus ouvertes et axées sur le marché en matière de commerce et d'investissement. L'apparition d'un marché financier mondial, la diffusion rapide des technologies et des méthodes de gestion les plus modernes et la croissance de l'économie de marché dans les pays en développement sont autant de facteurs qui contribuent à l'intégration mondiale.

...les régions en développement

De nouveaux concurrents très dynamiques, et de nouveaux marchés, apparaissent dans des régions du monde en développement comme la région Asie-Pacifique et certaines parties de l'Amérique latine. Ces nouveaux concurrents comprennent par exemple la Corée et la Chine, ainsi que le Mexique et le Chili. Dans l'ensemble, ils pourraient accroître l'économie de marché mondiale d'un ou de deux milliards de nouveaux producteurs-consommateurs au cours des 20 à 30 prochaines années.

...l'économie de l'information

Une autre tendance essentielle est la montée de «l'économie de l'information» – dans laquelle des activités spécialisées reposant sur le savoir, comme l'informatique et l'industrie pharmaceutique, jouent un rôle prépondérant. Dans les pays avancés, l'information est en train de remplacer l'énergie et les matières premières à titre de ressource principale dans la création d'une valeur économique.

(verso)



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

Canada



Cela est-il bon pour le Canada?

La nouvelle économie présente à la fois des possibilités et des défis pour les Canadiens. De nouveaux marchés s'ouvrent partout dans le monde pour les biens et services canadiens. Parallèlement, l'ampleur et l'intensité de la concurrence économique augmentent tout aussi rapidement.



Le Canada peut-il soutenir la concurrence?

Le Canada dispose de grands avantages concurrentiels, par exemple une économie avancée, une main-d'oeuvre qualifiée, une infrastructure physique et sociale supérieure et des industries sophistiquées dont les produits sont en grande demande dans les régions en développement, comme celles des télécommunications et du génie-conseil. Cependant, le Canada se doit de rehausser sa productivité et chercher de nouveaux débouchés s'il veut rester concurrentiel et profiter de l'accroissement de la demande de biens et de services sur le marché mondial.



Qu'est-ce que cela signifie pour la création d'emplois?

Une concurrence accrue, en particulier de la part des pays à faibles salaires, est l'un des principaux facteurs influant sur l'emploi et la croissance économique partout sur la planète. Entre 1990 et 1993, on dénombre 640,000 emplois perdus chez les personnes ayant poursuivi leurs études au maximum jusqu'au secondaire. Par contre, les personnes ayant poursuivi des études postsecondaires ont bénéficié d'un **gain** de 450,000 emplois. D'autres facteurs qui influent sur la création d'emplois sont la hausse des exportations à mesure que les marchés se développent et que s'accroît la demande de personnel qualifié dans les industries en expansion rapide du secteur des services, comme les télécommunications et les logiciels.



Quelles sont les conséquences de la nouvelle économie pour le Canada?

Dans le cadre d'une nouvelle stratégie économique, les Canadiens et Canadiennes doivent faire face aux nouvelles réalités dans plusieurs domaines essentiels :

Le Canada doit s'appuyer sur ses atouts pour **attirer les investissements**, en particulier ceux des entreprises qui font de la recherche-développement ou possèdent un mandat exclusif de production pour le marché mondial.

L'**exploitation des ressources naturelles** n'est plus une «garantie» de richesse comme cela était le cas autrefois. Les producteurs canadiens devront améliorer continuellement leur technologie et diversifier leurs produits et leurs marchés.

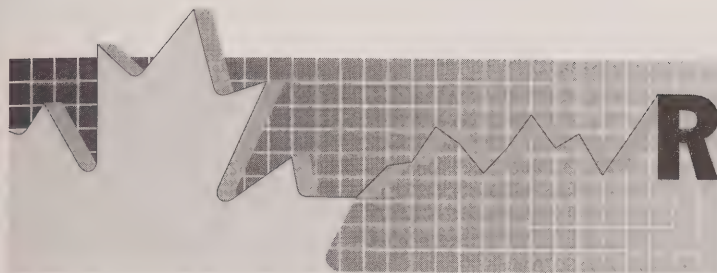
Il faut élargir les **possibilités d'exportation** en favorisant le financement des exportations, en formant des coentreprises et en menant des négociations de gouvernement à gouvernement.

L'**industrie canadienne de l'information** a la possibilité de devenir un chef de file mondial dans de nombreuses nouvelles applications – p. ex., la finance, le divertissement, et les soins de santé. Une politique réglementaire favorable et un milieu propice à l'entreprise renforceront l'avantage comparatif du Canada.



Comment le Canada commence-t-il à relever les défis et à saisir les possibilités qui se présentent?

L'État doit veiller à ce que les Canadiens et Canadiennes aient la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et de s'adapter au changement économique, et soient encouragés à le faire. Il faut aussi promouvoir de nouveaux investissements innovateurs. La mise en place d'un tel climat économique incombe non seulement aux gouvernements et aux institutions publiques, mais aussi à l'entreprise, aux travailleurs et aux citoyens.



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

Créer des emplois plus nombreux et meilleurs

Le premier objectif économique du gouvernement est la création d'emplois plus nombreux et meilleurs pour les Canadiens et Canadiennes. Le taux moyen de chômage augmente depuis une vingtaine d'années. Il faut agir afin d'inverser cette tendance et de rétablir la croissance des revenus moyens, qui sont restés à peu près inchangés en termes réels depuis 15 ans.



Le chômage

Selon les normes internationales, le Canada a enregistré un excellent taux de création d'emplois – le plus élevé en moyenne parmi les principaux pays industrialisés au cours des 20 dernières années. Cependant, la population active a augmenté encore plus vite, entraînant une hausse du taux moyen de chômage.

Normalement, le taux de chômage augmente et diminue suivant les phases du cycle économique, c'est-à-dire qu'il monte pendant les récessions et baisse pendant les reprises.

Cependant, le taux fondamental de chômage a augmenté sensiblement depuis le début des années 70, en ce sens que chaque reprise économique après une récession laissait le taux de chômage à un niveau plus élevé qu'avant la récession.

Quatre facteurs ont entraîné la hausse du taux fondamental de chômage.

- **L'inadaptation des compétences** : lorsqu'on passe à une économie qui fait davantage appel au savoir, ceux qui n'ont pas l'instruction, les nouvelles compétences spécialisées et la souplesse voulues pour s'adapter sont de plus en plus marginalisés sur le marché du travail.
- **Des mesures désincitatives dans les programmes de sécurité du revenu** : les programmes de sécurité du revenu (p. ex. l'assurance-chômage ou l'aide sociale) sont nécessaires, mais ils renferment des dispositions qui peuvent décourager la recherche active d'un travail et inciter l'employeur à adopter un profil artificiel de mise à pied et de réembauche afin de profiter au maximum des programmes financés par les fonds publics.
- **Les charges sociales** (p. ex. les cotisations d'assurance-chômage) : elles augmentent les coûts salariaux de l'employeur et diminuent la paie nette de l'employé. Il est donc plus difficile aux deux parties de s'entendre dans une négociation salariale, et la création d'emplois est découragée.
- **La gravité des dernières récessions** : les récessions de 1981 et de 1990 ont été à la fois intenses et longues – dans la mesure où l'emploi a mis beaucoup de temps à se redresser. Un chômage de plus longue durée pendant ces récessions a miné la confiance et entraîné une relative déqualification, diminuant ainsi les chances des chômeurs de se retrouver un emploi au moment de la reprise.

(verso)



Pour inverser la montée du chômage structurel de longue durée, il faudra :

- avoir des travailleurs qualifiés et adaptables, qui puissent bâtir l'économie plus intelligente et plus productive dont dépend la croissance de l'emploi et des revenus;
- restructurer les programmes de soutien du revenu pour réduire les désincitatifs;
- inverser le mouvement continu à la hausse des charges sociales;
- maîtriser l'inflation et redonner à l'État la capacité financière d'atténuer les effets des récessions cycliques.



La création d'emplois

La création d'emplois plus nombreux et meilleurs pour les Canadiens et Canadiennes dépend :

- d'une croissance économique plus vigoureuse et soutenue, découlant d'une hausse de la productivité (en moyenne, la productivité n'a pas augmenté au Canada entre la fin des années 70 et 1993);
- de la capacité et de la volonté des individus et des entreprises d'exploiter les possibilités nouvelles et d'innover. La croissance de la productivité – et donc la croissance de l'emploi et des revenus – repose sur ce processus fondamental d'adaptation dans lequel des activités nouvelles et plus productives ne cessent de remplacer les anciennes.

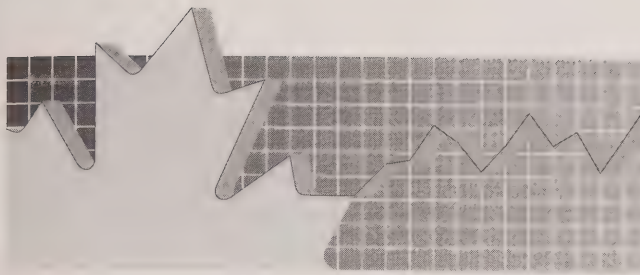
De nos jours, ces possibilités se présentent dans un nouveau contexte exigeant créé par la fin de la guerre froide et par l'apparition d'une économie mondiale interdépendante, dans laquelle le savoir et la capacité de façonner l'information définissent les nouvelles frontières du progrès économique.

La stratégie du gouvernement fédéral afin de promouvoir la croissance économique et la création d'emplois repose sur cinq principes :

- **aider les Canadiens à acquérir des compétences** qui permettront de bâtir une économie plus productive, de mieux exploiter les possibilités d'emploi et de se doter d'une capacité d'apprentissage permanente;
- **encourager les Canadiens à s'adapter aux possibilités nouvelles** afin de réduire le plus possible le chômage de longue durée et à répétition, et veiller à ce que les entreprises et les individus soient encouragés comme il se doit à profiter des possibilités les plus prometteuses;
- **repenser le rôle de l'État** de manière que celui-ci, par une gestion efficace et des politiques appropriées, apporte une contribution optimale à une économie plus productive;
- **mettre l'économie sur la bonne voie** afin de la rendre plus innovatrice et prospective, en prenant les mesures que l'État, en partenariat avec le secteur privé, est le mieux placé pour adopter (p. ex., financement des sciences et de la technologie, encouragements fiscaux à la recherche-développement, promotion de la diffusion technologique dans les PME et ouverture et expansion des marchés pour les exportations canadiennes);
- **instaurer un climat financier et monétaire sain** de manière que les conditions économiques générales soient propices à une croissance et à une création d'emplois soutenues, et que l'État dispose à la fois des ressources et de la confiance publique nécessaires pour réussir dans les quatre autres secteurs.

Pour promouvoir une économie qui assure de meilleurs emplois et une hausse du niveau de vie, il faudra :

- un secteur public actif et intelligent, mais non hypertrophié;
- un gouvernement travaillant en coopération et décidé à établir des partenariats avec les provinces, le secteur privé, les collectivités locales et les citoyens;
- un gouvernement qui soit capable de concentrer ses efforts là où ils sont les plus nécessaires et qui ait la volonté de vivre selon ses moyens.



Renseignements

pour la prise de décisions

Octobre 1994

La productivité – la clé de la croissance et de l'emploi



Qu'est-ce que la productivité?

On parle de «productivité» pour désigner l'efficacité avec laquelle les idées, les travailleurs, les ressources et le capital sont combinés pour produire des biens et des services dans l'économie. En bref, la croissance de la productivité revient à en faire plus avec moins de ressources.

L'ingéniosité des travailleurs, la qualité de la gestion, les capacités des entrepreneurs, l'avancement des connaissances et de la technologie améliorent la productivité.



Pourquoi la productivité est-elle importante?

La croissance de la productivité est synonyme d'augmentation de la production à un moindre coût. Cela se traduit par de nouveaux débouchés et une augmentation des revenus – c'est-à-dire une croissance de la demande dans l'économie. Cette croissance de la demande entraîne la création de nouveaux emplois.



Comment mesure-t-on la productivité?

La mesure la plus générale de la productivité est la production (la valeur des biens et des services) par unité de main-d'oeuvre et de capital. La productivité croît, par exemple, lorsque la production augmente pendant le même nombre d'heures de travail et en utilisant de l'équipement de même valeur.



Une croissance de la productivité n'entraîne-t-elle pas une augmentation du chômage?

Non, tout au contraire. Les innovations et les gains de productivité peuvent faire disparaître certains postes au total, mais dans l'ensemble la croissance de la productivité s'est historiquement toujours traduite par une création nette d'emplois. Le chômage était beaucoup plus faible au Canada pendant les années de vive croissance de la productivité, de 1953 à 1973, tout comme il est faible dans les nouvelles économies dynamiques de l'Asie, où les gains de productivité sont très marqués à l'heure actuelle.

(verso)



La productivité se traduit par une plus grande compétitivité des entreprises qui peuvent en conséquence élargir leurs marchés et créer un plus grand nombre d'emplois. Une croissance plus forte de la productivité se traduit aussi par une augmentation des revenus réels et, en conséquence, une hausse des dépenses dans l'économie. Cela permet de créer des emplois dans une vaste gamme d'entreprises – des restaurants aux concessionnaires d'automobiles – qui peuvent être bien éloignées de la source initiale de l'amélioration de la productivité.



Quels sont les facteurs qui influent sur la productivité d'un pays?

Un grand nombre de facteurs influent sur la productivité, par exemple le niveau de scolarité et les compétences des travailleurs, la qualité des technologies utilisées par les entreprises, les compétences des gestionnaires, des facteurs commerciaux comme l'accès aux marchés et la concurrence, des éléments qui tiennent aux attitudes ou aux mentalités, comme l'engagement et la vision, et d'autres facteurs tels que les relations ouvrières patronales.



La productivité du Canada est-elle faible?

Non, la productivité n'est pas faible au Canada. Si tel était le cas, le Canada se retrouverait beaucoup plus pauvre. Cependant, la croissance de la productivité au Canada, comme dans beaucoup d'autres pays industrialisés, a fortement ralenti depuis le début des années 70. Cela a entraîné un arrêt de la croissance des salaires réels moyens et la croissance économique dans l'ensemble a sensiblement ralenti. Le Canada devra améliorer de façon marquée ses résultats au chapitre de la productivité pour stimuler la croissance de l'emploi et des revenus.



Que peut faire l'État pour appuyer la croissance de la productivité?

L'État doit veiller à ce que les Canadiens et Canadiennes aient la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et de s'adapter aux changements économiques et soient encouragés à le faire. Il doit aussi encourager les investissements innovateurs – par exemple il devrait aider les entreprises à identifier les meilleures technologies et techniques. Les marchés d'exportation devraient être élargis. La mise en place d'un tel climat économique incombe non seulement à l'État et aux institutions publiques, mais aussi aux entreprises, aux travailleurs et aux citoyens.

Octobre 1994

L'Examen des programmes fédéraux



Qu'est-ce que l'Examen des programmes?

Le gouvernement procède à un examen en profondeur de tous les programmes et activités du gouvernement fédéral, y compris les subventions et contributions, les dépenses fiscales, le recouvrement des coûts et les frais généraux.

Le but est d'obtenir un appareil gouvernemental plus efficace, plus petit et plus économique, qui se concentre sur ses rôles et responsabilités fondamentaux.

L'Examen des programmes ne porte pas sur les principaux paiements de transfert aux provinces et aux particuliers qui sont prévus dans des lois. La plupart d'entre eux font l'objet d'un examen distinct – p. ex., dans le cadre de l'examen de la sécurité sociale.



Quels sont les principes directeurs de l'Examen des programmes?

Chaque ministère et organisme fédéral a été chargé d'examiner et d'évaluer ses activités et programmes à la lumière des six principes directeurs suivants :

- l'élément de programme ou l'activité continue-t-il de servir l'intérêt public?
- le gouvernement fédéral a-t-il un rôle légitime et nécessaire à jouer dans ce secteur ou activité?
- le rôle actuel du gouvernement fédéral est-il approprié ou le programme devrait-il être transféré aux provinces?
- quels programmes ou activités devraient ou pourraient être transférés en totalité ou en partie au secteur privé ou bénévole?
- si le programme est maintenu, comment pourrait-on le rendre plus efficient?
- le programme est-il conforme à la capacité financière actuelle du gouvernement?

(verso)





Quel sera le résultat de l'Examen des programmes?

Certains programmes et services seront rationalisés et d'autres pourraient être éliminés – en particulier ceux qui peuvent être fournis de manière plus efficace par le secteur privé ou qui font double emploi avec des services assurés par d'autres paliers de gouvernement.

Une administration publique rationalisée et plus économique en résultera, mais elle continuera d'assurer les programmes et services qui protègent les membres les plus vulnérables de notre société.



Quel est le calendrier de l'Examen des programmes?

Certaines décisions seront prises à l'automne et annoncées dans le budget de 1995. L'Examen débouchera également sur des changements qui devront être mis en oeuvre sur une période de plusieurs années.



Y a-t-il d'autres examens en cours?

Un certain nombre d'examen plus précis, annoncés dans le budget de 1994, sont en cours parallèlement à l'Examen des programmes, notamment :

- la réforme de la sécurité sociale vise, en collaboration avec les provinces, à mettre en place un régime abordable qui améliore l'employabilité et favorise l'indépendance des prestataires en leur offrant des incitations à travailler, tout en protégeant les plus vulnérables;
- l'examen des sciences et de la technologie vise à maximiser les retombées économiques des importantes capacités internes de recherche du gouvernement fédéral et des importants programmes fédéraux d'aide aux activités scientifiques et technologiques dans les universités et l'entreprise privée;
- les examens de la politique de défense et de la politique étrangère viseront à mieux définir les objectifs futurs du Canada et à les réaliser de manière efficace;
- l'examen des petites entreprises déterminera la manière dont le gouvernement fédéral peut favoriser de manière optimale l'essor des petites et moyennes entreprises.

De plus, le gouvernement procède à l'examen de l'aide financière qu'il accorde à des groupes d'intérêt particulier. Il a également lancé un certain nombre d'évaluations spéciales dont plusieurs recoupent les mandats de nombreux ministères – par exemple l'examen du développement durable et la réforme de la réglementation.

Octobre 1994

Les privatisations

Qu'est-ce que l'on entend par privatisation?

«Privatisation» est le terme employé lorsque le gouvernement transfère au secteur privé ses participations dans des sociétés d'État et autres portefeuilles et actifs de corporations.

Quels sont les avantages possibles des privatisations

- Une meilleure mesure d'efficience des sociétés privatisées en les soumettant à la discipline du marché.
- Une concurrence et un investissement accrus. Une véritable concurrence est difficile à obtenir dans un secteur où une société appartenant à l'État joue un rôle important. Les sociétés privatisées créent également des possibilités d'investissement, puisqu'elles sont libres d'emprunter sur leur propre crédit afin de financer leur expansion.
- Un gouvernement plus efficace. Les privatisations réduisent le temps et les ressources consacrés à la gestion d'actifs qui, dans bien des cas, se prêtent mieux à une exploitation dans le secteur privé. De plus, des privatisations réussies diminuent les besoins de fonds publics et libèrent des ressources rares pour le financement d'autres priorités gouvernementales.
- Offrent aux Canadiens la possibilité d'investir à titre d'actionnaires. Les Canadiens peuvent investir directement dans d'importantes sociétés canadiennes qu'ils appuyaient antérieurement à titre de contribuables. Des régimes d'actionariat permettent également aux employés des sociétés privatisées de participer directement au succès de leur entreprise.

Pourquoi le gouvernement ne réduit-il pas le déficit en privatisant les sociétés d'État?

La privatisation n'entraîne pas nécessairement une réduction du déficit, en particulier à court terme. Le déficit serait réduit uniquement si le prix de vente était supérieur à la valeur comptable de l'actif en question dans les états financiers du gouvernement. À plus long terme, une privatisation pourrait diminuer les déficits en réduisant les besoins d'emprunt du gouvernement et, donc, les frais de service de sa dette.

(verso)



Quelle est la différence entre «privatisation» et «commercialisation»?

En général, la commercialisation signifie l'adoption d'une orientation d'entreprise dans la prestation de certains services publics afin d'améliorer les services et de réduire les coûts, tout en protégeant l'intérêt public. Par exemple, dans le cadre de la nouvelle politique sur les aéroports nationaux, les 26 aéroports les plus achalandés seront loués à des organismes locaux, sans but lucratif, qui les mèneront à une autonomie financière d'ici cinq ans.

La commercialisation englobe un certain nombre de possibilités permettant d'acquérir et de gérer des actifs, dont les sociétés d'État, des entreprises privées-publiques mixtes, des transferts aux autres paliers de gouvernement, de même que la privatisation, qui signifie le transfert absolu du secteur public au secteur privé.

Comment le gouvernement décide-t-il si une société d'État doit être privatisée?

Les sociétés susceptibles d'être privatisées sont d'abord étudiées au cas par cas à la lumière de deux critères essentiels : la société sert-elle des intérêts publics exigeant qu'elle continue d'appartenir à l'État, et pourrait-elle être commercialement viable?

Si elles répondent aux critères et que le Cabinet en approuve la vente, un projet de loi est rédigé afin de procéder à la vente et, le cas échéant, d'imposer des restrictions à la propriété étrangère et à la participation d'un actionnaire particulier. Le Parlement doit donner son accord avant qu'on puisse procéder à la vente d'une société d'État.

Combien de sociétés d'État appartiennent au gouvernement?

Le gouvernement détient 48 sociétés d'État mères qui comptent 62 filiales en propriété exclusive, dont :

Énergie atomique du Canada limitée; la Banque du Canada; la Société d'assurance-dépôts du Canada; la Société canadienne d'hypothèques et de logement; Postes Canada; Radio Canada; le Musée des civilisations; la Société de chemins de fer canadien national; l'Office de commercialisation du blé; la Société de développement du Cap-Breton; la Société pour l'expansion des exportations; Marine Atlantic Inc.; la Monnaie royale du Canada; la Société du port de Vancouver; et Via rail Canada inc.

Combien de sociétés d'État ont été privatisées?

Au cours de la dernière décennie, 23 initiatives de privatisation ont été entreprises – portant notamment sur des sociétés mères, des filiales et des participations dans des sociétés mixtes. Par exemple : la Société de développement du Canada; de Havilland Canada limitée; Canadair limitée; Téléglobe Canada; Hôtels du CN; Air Canada; Petro-Canada; Fisheries Products International Limited; et Telesat Canada inc.

Quels ont été les résultats de ces privatisations?

- Environ 52,000 employés ont été transférés au secteur privé.
- Les ventes ont rapporté \$4 milliards.

Qu'advient-il du produit des privatisations de sociétés d'État?

Le produit net des privatisations contribue à défrayer les coûts d'intérêt annuels des emprunts de l'État.

